



Arrestation du duc d'Enghien.

Mais les chevaux, pleins de sang et de jeunesse, s'aperçoivent qu'ils sont conduits par une main novice ; ils s'emportent, et la voiture, lancée à toute volée, va frapper la borne de la grille qui sépare le jardin du parc. Bonaparte perd l'équilibre et se trouve violemment renversé à plusieurs pas de distance : il demeura sans connaissance sur le coup.

Cependant, après les premiers soins, il reprit ses sens et en fut quitte par une écorchure au menton et une légère contusion au poignet droit. Rentré chez lui, il disait gaïment :

— Je crois qu'il faut que chacun fasse son métier.

Le premier consul était alors à l'apogée de sa puissance. On lui attribua cependant une démarche qui eût été une grossière maladresse et une solennelle protestation contre tout son passé.

On assurait, surtout parmi les royalistes, qu'il avait proposé au comte de Lille, résidant à Varsovie, de donner sa renonciation au

trône de France, et d'exiger celle de tous les princes de sa maison, en faveur du premier consul, moyennant un établissement en Italie, en Pologne, ou un revenu considérable. A l'appui de cette assertion on faisait circuler dans le public la réponse du comte de Lille, ainsi conçue :

« Je ne confonds pas M. Bonaparte avec ceux qui l'ont précédé ; j'estime sa valeur, ses talents militaires ; je ne lui sais gré de plusieurs actes d'administration, car le bien qu'on fera à mon peuple me sera toujours cher ; mais il se trompe s'il croit m'engager à transiger sur mes droits : loin de là, il les établirait lui-même s'ils pouvaient être légitimes, par la démarche qu'il fait en ce moment. J'ignore quels sont les desseins de Dieu sur ma race et sur moi, mais je connais les obligations qu'il m'a imposées par le rang où il Lui a plu de me faire naître. Chrétien, je remplirai ces obligations jusqu'à mon dernier soupir ; fils de saint Louis, je saurai, à son exemple, me respecter jusque dans les fers ; successeur de François I<sup>er</sup>, je veux du moins pouvoir dire comme lui : « Nous avons tout perdu, fors l'honneur. »

\* \* \*

A peine l'Angleterre s'était-elle décidée à la guerre, que Pitt était replacé à la tête du cabinet, comme pour mieux démontrer à la France qu'elle n'avait aucune trêve à espérer de son implacable ennemie.

Pitt donna de nouveaux développements aux armements intérieurs, et ne négligea rien de ce qui pouvait exciter fortement le sentiment national.

Malheureusement pour son honneur, il ne s'arrêta pas à ces moyens légitimes de défense, et, puisant ses inspirations politiques dans une haine féroce envers le premier consul, il ne rougit pas d'encourager sinon de provoquer l'assassinat.

Partout à Londres, on parlait de la mort prochaine du premier consul comme d'une mesure arrêtée. Jamais le crime ne s'était montré aussi impudent. Le *Courrier de Londres*, journal français, publia la traduction d'un pamphlet composé vers la fin du protectorat de Cromwell, et intitulé *Tuer n'est pas assassiner*.

Une autre feuille française, l'*Ambigu*, rédigée par des émigrés, portait en tête l'effigie de Bonaparte, avec un cercle noir tracé au-

tour du cou. Pendant quinze jours on annonça tous les matins à la bourse de Londres l'assassinat du premier consul. Enfin l'opinion publique était si unanime à ce sujet, qu'un professeur de langues offrait ses services au public pour donner des leçons de français en place des émigrés, et faisait placarder sur tous les murs de Londres l'avis suivant :

« L'assassinat de Bonaparte et la restauration de Louis XVIII devant arriver, la plupart des Français s'en retourneront en France. »

On eut bientôt la preuve certaine que les agents diplomatiques de l'Angleterre sur le continent étaient à la tête du complot. Parmi les instigateurs de l'assassinat, furent signalés Drake, ministre d'Angleterre près la cour de Bavière ; Spencer Smith, ministre anglais en Wurtemberg, et Taylor, ministre anglais près de l'électeur de Hesse-Cassel.

Les historiens anglais ont beau réclamer contre de vagues accusations, il est évident que le ministre britannique était au courant des complots homicides ; il est évident que ses agents diplomatiques correspondaient avec quelques-uns des meurtriers, que la trésorerie anglaise faisait les frais des complots, que les vaisseaux de l'état débarquaient les assassins sur les côtes de la France.

Enfin, il est non moins évident que des soulèvements préparés par l'or et les armes de l'Angleterre devaient coïncider avec le succès du meurtre prémédité.

Tel était, en effet, le plan des conjurés : au moment où le premier consul tomberait sous le poignard, on aurait soulevé les royalistes dans l'Ouest, où le duc de Berry devait faire une descente et favoriser l'insurrection.

D'un autre côté, le duc d'Enghien avait fixé son séjour, sous la protection du margrave de Bade, au château d'Ettenheim, afin sans doute, dit Walter-Scott, d'être toujours prêt à se mettre à la tête des royalistes de l'Est, ou même, si l'occasion s'en présentait, de ceux de Paris.

Déjà les assassins étaient à Paris, et la police n'en savait rien encore. A leur tête était Georges Cadoudal ; un autre homme non moins célèbre, Pichegru, s'était associé à cette œuvre de ténèbres.

Echappé des déserts de Synamary, le vainqueur de la Hollande

était allé à Londres se mettre à la merci de l'émigration, qui l'avait accueilli comme une victime des fureurs révolutionnaires.

Toujours aveugles dans leurs espérances, les royalistes de Londres s'imaginaient que le nom de Pichegru était encore assez puissant en France pour y opérer une contre-révolution. Mais lui-même, mieux au courant de l'opinion publique, et ne se dissimulant pas sa propre déchéance, chercha un nom moins compromis, et jeta le yeux sur Moreau.

Pour ce dernier il était déjà fâcheux d'inspirer de pareilles espérances ; il eut encore le tort de ne pas les décourager.

Une correspondance secrète s'établit entre Pichegru et Moreau ; David et le général Lajolais leur servaient d'intermédiaires : ces deux agents firent plusieurs voyages de Paris à Londres.

Avec des pensées différentes peut-être, Moreau et Pichegru se trouvaient de connivence, le premier n'ayant pas d'autres vues que le renversement de Bonaparte, le second méditant le rétablissement des Bourbons, mais sans s'en être expliqué bien ouvertement avec son complice.

Moreau, égaré par la haine et aussi par son ambition personnelle se trouvait entraîné dans un piège dont il ne soupçonnait pas toutes les profondeurs.

Lorsqu'enfin les conjurés de Londres crurent pouvoir compter sur le vainqueur de Hohenlinden, ils se mirent en route.

Le 21 août 1803, s'opérait, sur la falaise de Béville, un premier débarquement commandé par Georges Cadoudal ; le 10 décembre, un second, dont faisait partie un des auteurs de l'attentat de nivôse, Coster-Saint-Victor ; le 16 janvier 1804 se présentèrent Pichegru, les Polignac, Rivière, Lajolais et d'autres. Bientôt tous les conjurés se trouvèrent réunis à Paris.

Pichegru parvint à s'aboucher avec Moreau ; ils se virent trois fois. Dans une de ces conférences, Pichegru se fit accompagner par Georges ; Moreau ne vit le chouan qu'avec répugnance ; il pria Pichegru de ne plus lui amener « ce sauvage. »

Déjà les conspirateurs se plaignaient des irrésolutions de Moreau, et ne savaient jusqu'à quel point ils pouvaient compter sur lui. Lorsqu'on en vint aux explications sur le rétablissement des Bourbons, Moreau répondit :

— Je ne puis me mettre à la tête d'aucun mouvement pour les Bourbons. Un essai semblable ne réussirait pas. Si Pichegru fait agir dans un autre sens, et dans ce cas je lui ai dit qu'il faudrait que les consuls et le gouverneur de Paris disparussent, je crois avoir un parti assez fort dans le Sénat pour obtenir l'autorité. Je m'en servirai aussitôt pour mettre tout le monde à couvert, ensuite de quoi l'opinion dictera ce qu'il conviendra de faire : mais je ne m'engagerai à rien par écrit.

Cependant la police ignorait encore toutes ces menées. Elle avait bien appris par ses agents de Londres que des débarquements avaient eu lieu, que des conjurés étaient rassemblés dans la capitale ; mais elle ne savait pas quels ils étaient, ni où ils se cachaient.

Les fonctionnaires en défaut étaient dans les incertitudes et les alarmes, lorsque le premier consul se ressouvint qu'il y avait dans les prisons de Paris des individus arrêtés comme prévenus d'avoir été envoyés de Londres pour attenter à sa vie.

Espérant obtenir d'eux quelques révélations sur les complots qui se tramaient, il ordonna de les traduire devant un conseil de guerre. Deux d'entr'eux furent acquittés ; deux autres furent condamnés à mort et subirent leur peine sans qu'on pût leur arracher aucun aveu.

Le premier consul se fit remettre de nouveau la liste des chouans arrêtés : l'écrou de l'un d'eux, nommé Querel, indiquait qu'il avait été l'affidé ou le domestique de Georges pendant la dernière insurrection de l'Ouest ; on soupçonna qu'il devait savoir quelque chose.

Cependant, mis en jugement et condamné à mort, Querel garda le silence ; mais, dans la nuit qui devait précéder son exécution, il demanda à faire des révélations. Le conseiller d'état Réal l'interrogea : Querel déclara qu'il était depuis six mois à Paris, qu'il y était arrivé avec Georges et plusieurs autres conjurés qu'il nomma ; il raconta les débarquements qui avaient suivi, mais ne put donner aucun détail sur ce qui s'était passé depuis, s'étant trouvé arrêté et mis au secret peu de jours après son arrivée.

Enfin, quelque lumière était jetée sur cette ténébreuse affaire. Georges était à Paris, Georges était le chef du complot. Jusque-là du moins aucun nom plus important n'avait été prononcé. Toutefois les révélations de Querel avaient fait arrêter bon nombre de conjurés.

Parmi eux se trouvait Bouvet de Lozier : à peine en prison, il se pendit de désespoir ; on accourut assez à temps pour le rendre à la vie ; mais dans les premiers moments où se rétablissait la circulation, il demeura en proie à un violent délire, faisant entendre des sons inarticulés et des exclamations incohérentes au milieu desquelles furent prononcés, à différentes reprises, les noms de Moreau et de Pichegru.

Lorsqu'il eut tout à fait repris ses sens et que son agitation fut calmée, le grand-juge l'interrogea. Ses déclarations furent des plus précises. Moreau, disait-il, avait d'abord promis de se réunir à la cause des Bourbons ; puis, lorsque les royalistes étaient venus à Paris, il s'était rétracté, et leur avait proposé de travailler pour lui et de le faire nommer le dictateur ; le général Lajolais avait été et était encore l'intermédiaire entre Moreau et Pichegru. Ces deux derniers avaient eu des entrevues, et Georges Cadoudal s'y était trouvé.

Ces révélations donnaient un jour nouveau à la conspiration et en augmentaient l'importance. Les magistrats étaient stupéfaits de voir Moreau mêlé à une pareille trame. Le premier consul partagea leur étonnement, et ne put s'empêcher de signaler la maladresse de Moreau.

— Comment ! s'écria-t-il, Moreau ! le seul homme qui pût me donner des inquiétudes, le seul qui pût avoir des chances contre moi, se perdre si maladroitement !

Cependant, malgré les conseils de ceux qui l'environnaient, il se refusait à l'arrestation de Moreau. Les preuves ne lui paraissaient pas assez décisives, et la mesure devait avoir trop d'éclat.

— Moreau, dit-il, est un homme trop important ; il m'est trop directement opposé ; j'ai un trop grand intérêt à m'en défaire pour m'exposer aux conjectures de l'opinion.

— Mais pourtant, répondit-on, si Moreau conspire avec Pichegru ?

— Alors c'est différent, répliqua le premier consul. Prouvez-moi que Pichegru est ici, et je signe aussitôt l'arrestation de Moreau.

Un frère de Pichegru habitait Paris, il fut interrogé : on sut par lui que tout récemment il avait vu son frère. Cela confirmait la déposition de Bouvet de Lozier. Moreau fut arrêté.

Toutefois le premier consul ne s'était pas trompé sur l'effet malheureux que devait produire l'arrestation de Moreau.

Chacun à l'envi accusait Bonaparte de sacrifier à ses jalousies inquiètes un illustre rival. Les républicains s'écriaient qu'on cherchait un prétexte pour frapper le plus fameux représentant de leur opinion. Et quel prétexte ?

Une conspiration avec Georges et Pichegru, deux agents des royalistes ! Avec Georges et Pichegru, qu'on disait à Paris, et qu'on n'y trouvait pas ! Bien des gens de bonne foi croyaient que toute la conspiration n'était qu'une fable, et de violentes accusations s'élevaient contre le premier consul. On ne tarda pas à en reconnaître l'injustice.

Bonaparte cependant montrait plus de calme que tous ses conseillers, et modérait lui-même les emportements qui, par conviction ou par flatterie, se manifestent toujours à la découverte d'un grand crime.

On voulait, autour de lui, traduire les prévenus devant une commission militaire ; il s'y opposa et décida que le procès serait suivi dans les formes et devant les tribunaux ordinaires. Sa conduite envers Moreau fut pleine de générosité.

Désirant éviter à un compagnon d'armes l'humiliation d'un procès ou peut-être empêcher le public de croire à un si fâcheux exemple, il tenta, auprès de Moreau, les voies de la conciliation. En chargeant le grand-juge d'aller l'interroger, il lui dit :

— Monsieur Regnier, avant tout interrogatoire, voyez si Moreau veut me parler ; mettez-le dans votre voiture et amenez-le moi ; que tout se termine entre nous deux.

Trois fois il lui répéta cet avertissement, ajoutant toujours :

— Vous m'entendez ?

Mais Regnier était un magistrat formaliste qui ne savait pas transiger avec la procédure. Dès qu'il revint auprès du premier consul, celui-ci lui dit :

— Eh bien ! Moreau ? me l'amenez-vous ?

— Non, il ne m'a pas demandé à vous voir,

— Voilà ce que c'est, répliqua le premier consul, en se tournant vers une personne présente à ce colloque, que d'avoir affaire à un imbécile !

Il était évident que le grand-juge n'avait pas compris la mission délicate dont le chargeait Bonaparte.

Moreau ne fut pas plus adroit : repoussant avec fierté toute accusation, niant avec audace qu'il eût vu Georges ou Pichegru dont il ne connaissait même pas, disait-il, la présence à Paris. Les aveux précis de Lajolais, qui avait été l'intermédiaire des conférences entre les deux généraux, lui furent opposés ; il maintint ses dénégations.

L'autorité savait maintenant à quoi s'en tenir : la conspiration était flagrante et la participation plus ou moins directe de Moreau bien démontrée.

Mais le public devait rester incrédule tant que les deux chefs échapperaient aux recherches. La police redoubla d'activité, et des mesures législatives exceptionnelles vinrent démontrer ou les craintes ou les colères du gouvernement.

Le 8 ventôse (28 février), un senatus-consulte suspendit pour deux ans la procédure par un jury pour les accusations de trahison et d'attentat contre la personne du premier consul, et investit les tribunaux criminels de la connaissance de ces crimes. Une autre loi spéciale, en date du même jour, appliquait la peine capitale aux re-céleurs des conjurés.

Déjà cependant on venait de faire une importante capture. Depuis plusieurs jours, Pichegru aux abois, errait de maison en maison, n'échappant aux recherches de la police que par une activité prodigieuse et des dépenses excessives.

Plusieurs de ses gîtes lui avaient coûté 12 ou 15.000 francs. On le suivait de près, mais on arrivait toujours trop tard, lorsqu'un ami, un confident intime qui lui avait donné son dernier asile, vint offrir de le livrer, moyennant une somme de 100.000 francs ; cette somme lui fut comptée.

On apprit de lui que Pichegru se trouvait alors rue de Chabanais. Le 28 février, à trois heures du matin, six gendarmes d'élite et un commissaire de police, munis de clefs qu'avait remis celui qui le vendait, s'introduisirent sans bruit dans sa chambre.

Pichegru dormait profondément ; deux pistolets et un poignard étaient sur sa table de nuit : réveillé en sursaut par les hommes qui se jettent sur lui, Pichegru se défendit cependant avec une redoutable énergie ; il fallut le garrotter et le conduire en chemise à la préfecture de police, d'où il fut transféré au Temple.

L'arrestation de ce personnage convainquit enfin les hommes sim-



Pichegru

cères de la réalité de la conspiration, et déconcerta ceux qui avaient intérêt à la nier. Ceux qui avaient de bonne foi défendu Moreau commençaient à le soupçonner.

Réal fut chargé d'interroger Pichegru. Bonaparte, toujours disposé à être indulgent envers le chef militaire, dit à Réal :

— Revoyez Pichegru ; avant de faire une faute, il a servi et honoré son pays par des victoires. Dites-lui que ceci n'est qu'une bataille perdue ; je n'ai pas besoin de son sang. Mais il ne pourrait rester en France. Causez avec lui sur Cayenne ; que pourrait-on faire de cette colonie ? Je me ferais à lui, et il y serait sur un bon pied. Mais ne promettez rien, ne vous engagez à rien.

Conformément à ces instructions, Réal laissa échapper quelques insinuations à ce sujet. Pichegru ne s'y montra pas indifférent, parla de Cayenne en homme qui avait étudié les ressources et les besoins de la colonie ; mais il ne parut pas compter sur l'indulgence du premier consul.

Cependant le conjuré le plus redoutable par sa résolution, Geor-

ges, se dérobaît encore aux recherches de la police. Souvent, comme Pichegru, il changeait d'asile, et passait la plupart de ses journées à courir les rues en cabriolet.

Sa dernière retraite étoit chez une fruitière, demeurant rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, lorsque le 9 mars, l'officier de paix Petit, fut informé qu'un cabriolet devoit aller vers sept heures du soir du côté du Panthéon, chercher Georges et quelques-uns de ses complices.

Il prit ses mesures en conséquence, et disposant sur sa route les inspecteurs de police, il suivit le cabriolet désigné, depuis le pont des Tuileries jusqu'à sa destination.

Mais le cabriolet allant très vite, Georges, avec un de ses affidés nommé Léridan, put y monter avant l'arrivée des agents. Ceux-ci cependant ne le perdirent pas de vue et le suivirent en descendant la rue Saint-Jacques, la rue Saint-Hyacinthe et la place Saint-Michel. Georges, toujours en éveil, s'aperçut que des hommes tout en sueur et haletants couraient auprès de la voiture ; il dit au conducteur de redoubler de vitesse, et s'arma en même temps de ses pistolets.

Le cabriolet venait de déboucher de la place Saint-Michel dans la rue des Fossés-Monsieur-le-Prince, lorsque l'inspecteur de police, Calliol, saisit le cheval par la bride, pendant que Buffet, autre inspecteur, mettait la main sur le tablier de la voiture.

A l'instant même, deux coups de pistolet, tirés presque simultanément par Georges, renversent les deux agents : Buffet étoit mort, Calliol, grièvement blessé.

Georges et Léridan sautent du cabriolet, l'un à droite, l'autre à gauche ; un inspecteur court après Léridan ; Petit saisit Georges au collet : un autre officier de paix lui prête main forte : mais Georges, robuste et déterminé, armé de son poignard, et se débattant avec vigueur, est sur le point de leur échapper, lorsque plusieurs citoyens accourent des boutiques voisines, désarment le chouan et le terrassent. Georges fut aussitôt garrotté et conduit à la préfecture de police.

Une somme en or de 60.000 francs environ fut trouvée sur Georges ; elle fut donnée à la veuve et aux enfants de l'inspecteur Buffet.

Alors tombèrent tous les doutes réels ou calculés qui avaient accueilli l'annonce de la conspiration. Les révélations se trouvaient confirmées l'une après l'autre.

Les incrédules avaient prétendu que Pichegru était à Londres, et on le découvrit à Paris ; ils avaient nié la présence de Georges dans la capitale, et elle est démontrée par un drame sanglant. L'indignation publique s'accrut des efforts qu'on avait faits pour la tromper.

Les autres complices de Georges furent successivement arrêtés à Paris ou dans les départements. Quelques-uns opposèrent à la gendarmerie une résistance désespérée.

Un d'eux, Raoul Gaillard, se fit sauter la cervelle pour ne pas se laisser prendre. Un autre, nommé Villeneuve, était porteur d'un passeport de lord Pelham, pour sortir d'Angleterre et y rentrer, avec une recommandation spéciale à tous les chefs de stations, à tous les commandants de postes.

Georges, lorsqu'il fut interrogé, ne démentit pas son caractère ; il avoua hautement qu'il était venu à Paris pour tuer le premier consul et rétablir les Bourbons ; mais sans communiquer ses projets ni à Moreau, qu'il n'avait pas vu, disait-il, ni à Pichegru qu'il n'avait pas rencontré depuis son départ de Londres.

Il ajouta qu'il attendait, pour attaquer le premier consul, l'arrivée d'un des princes. Ces paroles de Georges devaient faire tomber une illustre victime, et entraîner Bonaparte à une mesure extrême qui lui fut souvent reprochée.

Plusieurs des conspirateurs subalternes avaient déclaré dans leur interrogatoire, qu'un personnage qui leur était inconnu, s'était présenté à diverses reprises chez Georges, et avait été reçu par lui avec des marques particulières de déférence ; que même les conspirateurs de haut rang, comme MM. de Polignac et de Rivière, témoignaient à l'inconnu un grand respect.

En rapprochant ces déclarations des paroles de Georges, on en conclut que le complot était dirigé par un prince de la maison de Bourbon, et que ce prince était à Paris ou y avait été. Hâtons-nous d'ajouter que, depuis, il fut reconnu que ce personnage mystérieux n'était autre que Pichegru.

Quoi qu'il en soit, cette conjecture, qui n'était pas dénuée de

logique, parut un trait de lumière, et Bonaparte s'en emparant avec la vivacité qui lui était propre, fit vérifier la situation de tous les membres de la famille.

Le comte de Lille et le duc d'Angoulême étaient à Varsovie ; le comte d'Artois, le prince de Condé, les ducs de Berri, d'Orléans et de Bourbon étaient à Londres ; le duc d'Enghien était à Ettenheim sur les bords du Rhin.

Bonaparte avait à peine entendu parler de lui. Il envoya un officier de gendarmerie prendre des informations. Cet officier écrivit qu'il avait trouvé le duc à Ettenheim, et donna la liste des personnes qui l'environnaient.

Malheureusement, trompé par la prononciation allemande, il nomma le général Dumouriez au lieu du général Thumery.

Cette erreur corrobora les soupçons, ou plutôt acheva la conviction. Dumouriez, l'agent de complots le plus expérimenté, le général le plus habile de la cause royaliste, ne devait pas avoir quitté Londres sans de graves motifs ; sa présence sur le Rhin était significative.

On sut en outre que le prince allait souvent à la chasse et que ses absences duraient quelques jours ; la chasse ne devait être qu'un prétexte, et, les suppositions marchant avec promptitude, on admit sans peine que le duc d'Enghien avait pu venir à Paris, y séjourner et être de retour à Ettenheim en moins de huit jours.

Bonaparte n'a douta plus. Indigné de voir un prince se mettre à la tête d'une bande d'assassins, profondément irrité de toutes les machinations tramées contre sa vie, il résolut de faire un grand exemple, et de renvoyer, ainsi qu'il l'a dit, la terreur à ses ennemis.

Ses conseillers intimes apprirent bientôt sa détermination. Réal venant travailler avec le premier consul, le trouva occupé à suivre sur une carte le cours du Rhin.

— Eh bien, M. Réal, s'écria-t-il, vous ne me dites pas que le duc d'Enghien est à quatre lieues de ma frontière, organisant des complots militaires... Suis-je donc un chien qu'on peut assommer dans la rue, tandis que mes meurtriers seront des êtres sacrés ! On m'attaque au corps ! je rendrai guerre pour guerre.

Talleyrand étant entré, fut à son tour apostrophé :

— Que fait donc M. Massias à Carlsruhe, lorsque des rassem-

blements armés de mes ennemis se forment à Ettenheim? Je saurai punir leurs complots, la tête du coupable m'en fera justice.

— J'ose penser, dit Cambacérès, que si un tel personnage était en votre pouvoir, la rigueur n'irait pas jusqu'à ce point.

— Que dites-vous? répliqua le premier consul, le mesurant de la tête aux pieds, sachez que je ne veux pas ménager ceux qui m'envoient des assassins.

Selon quelques personnes, il aurait ajouté :

— Vous êtes devenu bien avare du sang des Bourbons.

Il réunit ensuite un conseil privé auquel assistaient les deux consuls, Regnier, Talleyrand, Réal et Fouché. Ce dernier n'avait cependant aucune fonction officielle ; mais il avait eu l'art de se rendre nécessaire en se donnant beaucoup de mouvement.

Dans les moments où l'on se perdait en vagues conjectures, il venait raconter au premier consul des nouvelles obtenues par l'influence qu'il avait conservée sur les agents de la police.

Peu à peu revenait l'ascendant qu'il avait déjà su prendre sur Bonaparte.

C'est dans cette conférence que fut décidé l'enlèvement du duc d'Enghien. Aucun des personnages qui y assistaient ne combattit la mesure.

Seulement Lebrun et Cambacérès ne se montraient pas enclins à des mesures de rigueur ; Fouché insistait sur la nécessité d'un grand exemple et Talleyrand exprima le même avis.

Une fois la résolution prise, il fallait agir avec promptitude et discrétion. Les généraux Ordener et Caulaincourt eurent ordre de franchir la frontière avec un corps de cavalerie.

Talleyrand écrivit au ministre de l'électeur de Bade, pour le prévenir de la nécessité où l'on se trouvait, en prenant soin toutefois que sa lettre ne pût arriver qu'après l'expédition accomplie.

Pendant qu'à Paris les esprits encore tout émus de la conspiration de Georges, Pichegru et Moreau, attendaient avec inquiétude les résultats de cette mystérieuse affaire, une rumeur nouvelle se répandit tout à coup dans la capitale.

On parlait vaguement d'un personnage illustre jugé à Vincennes et exécuté dans les fossés de la place. Quel était son nom? quel était son crime? Peu de personnes le savaient.

Le *Moniteur* du 1<sup>er</sup> germinal fit taire toutes les conjectures en publiant les faits ; on y apprit que Louis-Antoine-Henri de Bourbon duc d'Enghien, accusé d'être l'un des auteurs et complices de la conspiration tramée par les Anglais contre la vie du premier consul, avait été arrêté à Ettenheim dans la nuit du 15 au 16 mars, dirigé sur Paris, déposé le 29 à Vincennes, jugé par une commission militaire au milieu de la nuit, condamné à mort et fusillé le 30, à six heures du matin.

On a prétendu depuis que la population parisienne fut, à cette nouvelle, saisie de consternation.

Rien n'est moins exact : elle crut de bonne foi à la complicité du prince et par conséquent à la justice de sa condamnation.

Assez indifférente au surplus que la victime fût un Bourbon, elle jugeait que la vie de Bonaparte était assez précieuse pour être défendue, même au prix d'un sang royal.

Quant à l'ancienne noblesse, si elle crut devoir gémir sur cet acte, elle en gémissait bien bas ; aucun des nobles qui faisaient antichambre à la cour consulaire ne cessa de s'y rendre ; et parmi ceux qui avaient accepté des fonctions publiques, Chateaubriann seul protesta, en renonçant volontairement à une mission diplomatique.

Pour les ennemis extérieurs, avoués ou cachés, la mort du duc d'Enghien fut un prétexte à un redoublement de calomnies ou à un commencement d'invectives.

Parmi les souverains qui firent montre d'une grande indignation se remarquait Alexandre, le protecteur des meurtriers de son père.

Il fit prendre le deuil à sa cour, protesta contre l'invasion du pays de Bade, et notifia sa protestation aux états de l'empire.

Cette conduite annonçait une détermination bien arrêtée de rompre avec la France. Bonaparte résolut de ne plus user de ménagements, et fit répondre par une note adressée par Talleyrand à toutes les chancelleries.

En même temps que le premier consul publiait cette note il ordonnait à l'ambassadeur français, le général Hédouville, de quitter Pétersbourg dans quarante-huit heures, et de n'y laisser que son secrétaire comme chargé d'affaires.

Avant d'en terminer avec l'affaire du duc d'Enghien, il est bon de recueillir le jugement qu'en a porté Napoléon lui-même,

Dans ses mémoires dictés à sainte-Hélène, mémoires, qui forment aussi une espèce de testament politique, il dit :

« Si je n'avais eu pour moi, contre le duc d'Enghien, les lois du pays, il me serait resté les droits de la loi naturelle, ceux de la légitime défense. Lui et les siens n'avaient d'autre but journalier que de m'ôter la vie ; j'étais assailli de toutes parts et à chaque instant ; c'étaient des fusils à vent, des machines infernales, des complots, des embûches de toute espèce. Je m'en lassai : je saisis l'occasion de leur renvoyer la terreur jusque dans Londres, et cela réussit.... Eh ! qui pourrait y trouver à redire ? Le sang appelle le sang ; il faudrait être niais ou insensé pour croire qu'une famille aurait eu l'étrange privilège d'attaquer journellement mon existence, sans me donner le droit de le lui rendre... Je n'avais personnellement jamais rien fait à aucun d'eux ; une grande nation m'avait placé à sa tête ; la presque totalité de l'Europe avait accédé à ce choix, et mon sang, après tout, valait bien le leur. »

Un nouvel incident vint agiter les esprits et donner carrière à la malveillance.

Le 16 germinal, le porte-clef de la prison du Temple étant entré à sept heures du matin dans la chambre de Pichegru, le trouva mort dans son lit.

Il était couché sur le côté, ayant autour du cou la cravate de soie noire qu'il portait habituellement, tressée en forme de corde ; un bâton de quarante centimètres de longueur et quatre ou cinq de circonférence, s'y trouvait engagé et formait le tourniquet, ce qui avait produit l'étranglement.

Sur la table de nuit était un volume de Sénèque ; le livre était ouvert, et à la page où est décrite la mort de Canton, il y avait un signet.

Le suicide était évident, et la mort de Pichegru enlevait bien des éclaircissements à l'instruction et aux débats ; elle ne pouvait être qu'utile aux conspirateurs, elle ne pouvait être qu'inutile ou funeste au gouvernement : cependant les ennemis du premier consul crièrent à l'assassinat ; les bruits les plus absurdes circulaient ; on assurait que, suivant les traditions de l'Orient, Bonaparte avait fait étrangler Pichegru par ses Mamelucks.

La partie crédule du public, toujours amie du mystère et des



Moreau

propos accusateurs, accueillit avec promptitude ces bruits absurdes ; des agents diplomatiques les répandirent soit par calcul, soit par crédulité ; les ennemis que comptait Bonaparte dans toutes les cours de l'Europe, en firent un nouveau sujet d'accusation.

Bonaparte en fut contrarié, sans cependant se troubler plus qu'il ne fallait de cette ridicule calomnie !

— Noble fin, dit-il, pour celui qui a conquis la Hollande !

Sur ces entrefaites, on prit sur une corvette anglaise le capitaine Wright, qui avait débarqué sur la côte Georges, et ses complices.

Celui-là aussi devait, à quelque temps de là, se suicider dans sa prison, et les mêmes accusations se répétèrent contre le chef de l'état, quoiqu'il fût, à cette époque, occupé à faire la guerre en Allemagne.

# NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

# NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

---

**5<sup>e</sup> EDITION**

---



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS